LES TRANSPORTS

NÉGOCIATIONS RELATIVES AUX POSTES DE REPÉRAGE DE SATELLITES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): J'aurais une question à poser à l'honorable député de Bonavista-Twillingate en sa qualité de premier ministre suppléant et de ministre des Transports. Je me demande si l'honorable député pourrait nous tenir au courant des pourparlers qui, j'espère, se poursuivent entre la direction des télécommunications du ministère des Transports, le bureau de la météorologie des États-Unis et l'organisme national de l'aéronautique et de l'astronautique au sujet de la station proposée pour dépister les satellites dont nous n'avons pas entendu parler depuis un certain temps?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Je ne crois pas que je pourrais traiter d'une question aussi vaste à l'appel de l'ordre du jour.

M. l'Orateur: Vous avez raison.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): En toute déférence, monsieur l'Orateur cette question n'est pas nouvelle. Elle a un précédent. C'est une question d'importance nationale et internationale à la fois. Je comprends que, malgré sa facilité, le ministre puisse oublier des choses. Il pourrait quand même la tenir pour un préavis.

L'hon. M. Pickersgill: Sauf erreur, en vertu du Règlement, c'est au *Feuilleton* qu'il faut donner préavis des questions.

(Plus tard)
(Texte)

L'ASSISTANCE SOCIALE

LES PERSONNES BÉNÉFICIANT DE L'ASSISTANCE SOCIALE ET LE GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Guy Marcoux (Québec-Montmorency): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable ministre de la Santé

nationale et du Bien-être social.

Étant donnée la décision du nouveau ministre du Bien-être social de la province de Saskatchewan, à l'effet que les personnes bénéficiant actuellement d'assistance sociale et pouvant travailler seraient contraintes à travailler sur des projets de travaux publics spécialement organisés pour elles, l'honorable ministre pourrait-il nous dire si son ministère a été consulté par le nouveau ministre du Bien-être social de la Saskatchewan avant d'annoncer cette décision?

(Traduction)

M. l'Orateur: L'honorable représentant aurait-il l'obligeance d'inscrire sa question au Feuilleton? L'ordre du jour. (Exclamations)

Feuilleton? L'ordre du jour. (Exclamations)
J'aimerais signaler à la Chambre que la
période des questions a duré à peine une
heure jusqu'à maintenant et elle semble se
prolonger d'un jour à l'autre. Il ne m'appartient pas de limiter le nombre des questions
mais tous les députés devront collaborer avec
la présidence pour que la Chambre puisse
disposer de ses travaux.

LA TÉLÉVISION

LIBÉRALISATION DES PERMIS DE TRANSMISSION PAR CÂBLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Bert Leboe (Cariboo): J'aimerais poser ma deuxième question de la session, si vous le voulez bien, monsieur l'Orateur. Je veux demander au ministre des Transports s'il aurait des commentaires à faire à la Chambre au sujet de la nouvelle selon laquelle on supprimerait les restrictions relatives aux antennes collectives et aux circuits fermés de télévision?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'espère avoir l'occasion de formuler une déclaration détaillée à ce sujet avant la fin du mois.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): J'aurais une question complémentaire à poser au ministre des Transports. Le 12 mai, le ministre m'a fourni exactement la même réponse ou, du moins, une réponse dans le même sens, disant qu'il ferait une déclaration avant deux semaines.

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, sauf erreur, l'honorable représentant fait erreur. Je pense avoir dit que j'espérais le faire, et l'espoir renaît éternellement.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

MESURES RELATIVES AUX PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Charles Lamb (Victoria (Ont)): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre; comme il est absent, je l'adresserai au premier ministre suppléant. Je voudrais qu'il nous dise, s'il le peut, à quelle date les étudiants pourront obtenir des prêts, afin qu'ils puissent faire les démarches nécessaires pour s'inscrire à l'université. J'ai reçu beaucoup de demandes à ce sujet et le temps presse.

M. l'Orateur: C'est une question qu'on a posée, je crois, il y a environ deux semaines.